
LE CANADA ET LES SOMMETS ÉCONOMIQUES

HISTORIQUE DES SOMMETS

Les sommets économiques annuels sont la composante la plus visible d'un vaste processus de consultation et de coopération auquel participent les sept grandes démocraties industrialisées rassemblées dans le Groupe des Sept, ou G-7. Les discussions qui se déroulent aux sommets et aux rencontres du Groupe des Sept ministres des Finances sont étroitement liées à d'autres instances internationales, dont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ces instances sont autant d'instruments avec lesquels les gouvernements cherchent à gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

Le Sommet de Munich est l'aboutissement de préparatifs qui se seront étalés sur un an. Les questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées lors de cinq réunions préparatoires des représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement participants. Ceux-ci portent le nom de « sherpas » par allusion au célèbre peuple de l'Himalaya réputé pour ses guides de montagne. Les « sherpas » ont donc cherché à délimiter les points susceptibles d'amener le Sommet à un consensus. Le représentant personnel du Premier ministre Mulroney est M. Derek Burney, ambassadeur du Canada aux États-Unis.

Le premier sommet économique a eu lieu à Rambouillet en 1975 à l'invitation du Président de la France qui avait convié ses collègues des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie à discuter des grandes questions économiques dans un cadre relativement peu structuré. Le Canada s'est joint au groupe en 1976, au Sommet de Porto Rico, et la Communauté européenne, à celui de Londres en 1977.

Les premiers sommets étaient axés sur le redressement de l'économie. Les chefs d'État et de gouvernement participants y ont convenu de mesures

propres à soutenir une expansion économique stable et à réduire les taux élevés de chômage sans accroître les pressions inflationnistes. Les leaders avaient alors reconnu qu'il fallait apporter des modifications structurelles aux économies nationales pour faire face à l'augmentation du prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au début des années 80, la lutte contre l'inflation est devenue la principale préoccupation. Les leaders se sont entendus sur la nécessité de restreindre les emprunts publics et la croissance de la masse monétaire. Ils ont ensuite cherché à harmoniser davantage leurs politiques de façon à élargir, renforcer et soutenir la relance qui a suivi la récession de 1981-1982. Depuis, ils ont tenté d'assurer la stabilité économique et la prospérité en réduisant l'inflation, les taux d'intérêt et les déficits budgétaires.

Étant donné l'importance grandissante accordée à la coordination des politiques économiques des pays du Sommet, il a été convenu, après le Sommet de Tokyo en 1986, que les ministres des Finances du Canada et de l'Italie se joindraient à ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des Sept. Les ministres, les gouverneurs des banques centrales et les hauts fonctionnaires du G-7 se rencontrent entre les sommets pour discuter de la situation économique et des politiques économiques de leurs pays respectifs, ce qui renforce davantage la coopération économique et monétaire.

La libéralisation des échanges, et des pratiques commerciales respectant les règles du marché sont des sujets qui se retrouvent régulièrement au coeur des discussions des participants au Sommet. À l'initiative du Canada et avec l'appui des États-Unis, les dirigeants ont exprimé pour la première fois, à Tokyo en 1986, leurs inquiétudes au sujet des subventions et des mesures protectionnistes qui faussent les échanges agricoles mondiaux. Ces pratiques expliquent d'ailleurs